

Bonjour

En tant que porte-parole de Québec solidaire, nous nous inquiétons des pratiques du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) qui exerce des pressions sur les militant-es anti-guerre, selon les informations du Réseau de la Commission populaire. Le SCRS ne doit pas recourir à ce type de harcèlement psychologique qui s'apparente à des méthodes anti-démocratiques.

Par conséquent, Québec solidaire se veut vigilant sur cette question de la liberté d'expression de chacun-e et veillera à prévenir tout abus venant du SCRS. Il est fondamental de rappeler que se prononcer contre la guerre est un droit et qu'il est important de protéger ceux et celles qui osent prendre publiquement la parole.

Dans ce sens, nous appuyons le combat du Réseau de la Commission populaire qui invite les citoyennes et citoyens à ne pas collaborer avec les agents du SCRS et à leur signaler toute visite de ce service « à l'improviste » car il s'agit d'un moment éprouvant et déstabilisant pour les personnes qui subissent ce genre de situation.

Si nous soutenons ce combat, c'est avant tout parce que nous avons appris que le Service canadien du renseignement de sécurité a effectué plusieurs visites chez des militants et militantes de la région. Ces visites s'ajoutent au harcèlement continu de communautés ciblées par le SCRS. Cela, nous ne pouvons l'accepter.

Solidairement,



Françoise David
Présidente et porte-parole
Québec solidaire



Amir Khadir
Député de Mercier
Québec solidaire